

Et si les cryptos devenaient réglos ?

Peu régulées, encore mal comprises par le commun des mortels, les crypto-monnaies sont pourtant l'un des investissements alternatifs les plus répandus. Focus sur un monde fait de geeks plein aux as, de décentralisation et de paradis fiscaux.

Et si on remplaçait nos livrets A (ou PEL) par des investissements sur des monnaies décentralisées, aux cours fluctuants ? Cela pourrait sembler utopique, mais c'est en réalité déjà le cas. Les *exchanges* (plateforme d'échange en français) prennent de plus en plus de place dans le milieu de la finance traditionnelle, ce qui fait doucement sourire Antoine Collé, directeur de la conformité de CoinHouse, la plus grande plateforme de crypto-monnaies française : *"Les banques, les grandes fortunes mondiales et autres fonds s'en sont emparés du sujet, pour diversifier leurs investissements, et ils regardent ça avec appétit, ce qui n'était pas toujours le cas"*.

Et il sait de quoi il parle : *"Aujourd'hui, les exchanges proposent tous les services d'une banque : achat, revente, échange, custody (garde), et même du conseil en investissement"*. Le monde bancaire traditionnel et centralisé n'a qu'à bien se tenir.

Le marché de la crypto-monnaie souhaite se développer, et devenir, à terme, une alternative viable. Une promesse de décentralisation qui en séduit plus d'un : *"Quand tu achètes un crypto-actif, il y a aussi un postulat : j'investis sur un actif décentralisé, il y a cette dimension politique, pas seulement de la spéculation pure (...) cela m'a parlé, j'ai tout de suite valorisé cet aspect un peu exclusif et révolutionnaire. Je sentais qu'il y avait un truc à faire"* avoue Florian, un particulier qui a commencé à investir en 2019, et qui est depuis devenu un membre actif de la communauté crypto française.

A contrario, un directeur d'agence au Crédit Mutuel en poste depuis une vingtaine d'années avoue avoir été surpris de l'engouement général : *"On m'a fait comprendre que la banque devait se positionner sur les produits et services liés à la crypto-monnaie. Personnellement, j'étais persuadé que nous perdions notre temps, et que les clients et les sociétaires de la banque vont systématiquement privilégier la sécurité, et l'investissement sûr, sans risque. J'ai vite vu que je m'étais trompé."*

Les idées divergent en fonction des générations, des statuts sociaux ou même des connaissances sur le sujet. D'autres se situent au milieu, ne sont ni pour, ni contre et pensent que le marché traditionnel financier devrait se fondre avec ce nouveau marché économique 2.0, en plein développement. Geneviève Bouché est docteure en sciences de l'organisation. Elle s'implique notamment dans le développement du numérique en France, sur le plan technique ainsi que sur son impact. Selon elle, *"il faudrait développer un deuxième modèle économique". Il serait primordial de mettre en synergie les deux économies (banques et crypto-monnaies) pour créer de la biodiversité monétaire."*

Far West

L'investissement "crypto" est aujourd'hui devenu quasiment banal. On achète 1 000 euros de BitCoin (la plus connue et valorisée des crypto-monnaies) comme on achète 1 000 euros d'actions LVMH. *"C'est le projet initial. La communauté des investisseurs souhaite changer les règles de l'économie et de la finance traditionnelle, supprimer les intermédiaires, et redonner le pouvoir au consommateur, qui place et dépense son argent"*.

décrypte Louis Tellier, journaliste crypto. *"Aujourd'hui cela évolue, car la crypto est mainstream, car les grosses banques américaines ont commencé à investir dessus. C'est quand Goldman Sachs a commencé à proposer directement des produits crypto à ses clients que le monde s'est rendu compte à quel point la technologie de la blockchain avait un potentiel dingue, mais ça, les gens qui étaient déjà dans le bitcoin depuis longtemps le savaient"*.

Victor, un français de 30 ans n'a pas attendu le top départ des banques américaines. *"J'ai commencé à investir parce que je voulais me faire un complément de revenu. Quand je m'y suis mis, c'était un peu le Far West, un peu flou. J'avais tout le temps l'impression de passer à côté de bénéfices potentiels, parce que les cours bougent vite. Vers 2019, la loi Pacte a permis de donner un statut juridique à la crypto-monnaie, mais concrètement, on pouvait déjà faire à peu près ce que l'on voulait avant, et j'ai encore aujourd'hui cette impression"*.

Un autre témoin, anonyme, approuve : *"J'avais mis 800 euros, en quelques jours, mon placement valait à peu près 5 000 euros, ça m'a fait un peu vriller"*.

Un marché croissant, qui séduit de plus en plus de monde, qui prend de plus en plus de volume (2 000 milliards de valorisation totale des actifs numériques en 2021, 2 600 milliards en 2022) mais qui pourtant, ne serait que peu régulé ? Absurde mais vrai. La plateforme ByBit prévient les potentiels acheteurs de *coins* à ce sujet : *"Les cryptos font face à des incertitudes réglementaires, à une adoption lente par le grand public et à des menaces pour la cybersécurité. En dépit de ces risques, les cryptos peuvent être rémunératrices si vous faites un effort pour comprendre le marché et que vous agissez avec prudence"*. Un disclaimer qui n'a pas empêché 1,8 million de Français d'investir sur ces monnaies numériques en 2022, selon la Banque Centrale Européenne.

Répandu, mais encore flou

Certains pays ont vite compris qu'il fallait se positionner : le Salvador a par exemple décrété que le BitCoin devenait la deuxième monnaie du pays. En faisant rentrer la crypto-monnaie dans son économie nationale, la petite nation d'Amérique centrale a mis en place une surveillance stricte, avec le lancement d'un bureau national dédié exclusivement à la crypto-monnaie. Il a pour rôle de soutenir les entreprises ou investisseurs internationaux souhaitant investir dans le pays. Un moyen de surveiller l'économie du pays et de contrôler les transactions existantes. Si l'on se tourne vers l'Europe et plus précisément vers la France, les avancées ne sont pas les mêmes.

La documentation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) avoue quelques faiblesses : *"Les monnaies virtuelles ou crypto-monnaies n'ont pas à ce jour de statut légal explicite et leur encadrement par les pouvoirs publics reste embryonnaire."*

Alain Bensoussan, avocat à la Cour, intervenant en droit des technologies et expert des crypto-monnaies, reste optimiste quant à ces régulations en France : *“ Outre que la volatilité des cryptomonnaies implique que les transactions sont par essence risquées, le marché n’est pas encore régulé. Ce vide juridique ne devrait cependant pas durer : un projet de règlement sur les crypto-actifs, dit règlement « MiCA » (Markets in Crypto-Assets), est en cours d’adoption au plan européen. Le Conseil de l’UE l’a approuvé le 22 octobre dernier, et il devrait entrer en vigueur prochainement après validation par le Parlement européen.”*

Accessibles, libres, dématérialisées et peu réglementées, ces monnaies virtuelles attirent de plus en plus de monde, professionnels comme novices. Si en France, la crypto-monnaie elle-même n’est pas encadrée, les plateformes qui y opèrent sont en revanche soumises à plusieurs obligations : *“ Toutes les PSAN (Prestataires de Services sur les Actifs Numériques) doivent avoir une autorisation de l’AMF pour opérer ici. Les activités de custody (stockage numérique) et de conseil sont soumises à une autorisation différente. Et enfin, le Graal ultime : l’agrément. C’est ce qui garantit que la plateforme a fourni toutes les preuves, les garanties juridiques et financières, et se veut suffisamment sûre pour les utilisateurs et les épargnants”* rassure Antoine Collé.

Bonne chose à savoir, aucun exchange en France n’a encore obtenu le précieux agrément depuis sa création. Les plateformes actuelles qui opèrent en France (comme CoinHouse, Coinbase ou Kraken) sont sous le régime de l’autorisation. *“ On ne fait pas ce qu’on veut en tant qu’exchange, CoinHouse par exemple, est l’une des seules entreprises en France qui fait les démarches nécessaires, qui sont longues, pour obtenir l’agrément”* ajoute-t-il.

Comme la France ou le Salvador, d’autres pays du monde ont décidé de miser sur ces monnaies virtuelles ou du moins de s’y intéresser comme les États-Unis, la Russie, l’Argentine ou encore l’Espagne. Les pays du continent asiatique se hissent néanmoins à la première place en termes de questionnement et d’investissement national. Le Vietnam, l’Inde et le Pakistan sont premiers sur le classement des pays ayant adopté la cryptomonnaie. L’Inde a d’ailleurs accueilli en 2022 la nouvelle édition du G20 durant deux jours et l’un des principaux sujets abordés était les monnaies numériques.

Cependant, trouver un commun accord de régulation entre chaque pays s’avère plutôt complexe. Alain Bensoussan l’explique : *“ Fixer des règles communes est, en effet, très complexe, car chaque État-membre a sa propre histoire, son propre système juridique et ses propres instances gouvernementales. Des règles harmonisées doivent prendre en compte chaque particularité tout en s’assurant de la conformité des nouvelles règles à chaque système européen.”*

La faillite du régulateur

Aujourd’hui, le cadre juridique des crypto-monnaies est au cœur des débats.

En particulier depuis la faillite en novembre dernier de FTX, deuxième plateforme mondiale d’échange de cryptomonnaie. Alors que l’entreprise était évaluée à 32 milliards de dollars en

début d'année 2022, cette dernière annonce en novembre dernier ne plus avoir les liquidités suffisantes pour assumer les retraits de tous ses clients : c'est le début de la fin... Pendant que la confiance des investisseurs s'ébranle, les différentes investigations de la justice américaine révèlent un fait clé : la chute de FTX n'est pas liée à une conjoncture économique, mais à des erreurs humaines.

Le fondateur, Sam Bankman-Fried (communément appelé SBF) se serait servi d'une filiale (basée à Antigua-et-Barbade) de FTX pour ré-investir en bourse avec l'argent de ses clients. *"Plutôt que de jouer "safe", il a décidé de prendre tous les risques possibles, et a massivement investi sur des positions risquées pour rembourser les dettes"* observe Louis Tellier. Pour le journaliste, SBF est un coupable idéal : *"Je ne le défends absolument pas. C'est un escroc, et ses actions vont avoir un impact sur le milieu de la crypto. C'est un type qui a fait fortune grâce au BitCoin, qui à la fin se sentait intouchable"*. Pourtant, le fondateur de la plateforme ne serait pas le seul responsable. *"Quand on observe l'étendue des dégâts, on se rend compte que la faillite de FTX, c'est surtout la faillite du régulateur. La SEC (Security and Exchange Commission, le gendarme financier américain) a contrôlé plusieurs fois FTX, sans même se rendre compte de la complexité des montages financiers qu'il y avait derrière. C'est ça qui est flippant"*.

Même son de cloche pour le responsable de la conformité de CoinHouse, Antoine Collé : *"C'est une ingérence humaine qui est la base du problème, ce n'est ni la clientèle, ni les petits ou gros investisseurs. On ne peut pas mettre la responsabilité de l'accident FTX sur la crypto ou ses utilisateurs. Cela montre bien que le secteur doit être bien encadré et contrôlé, et surtout que les gens en général soient mieux informés sur le sujet. Tous les échanges pâtissent des erreurs de SBF, car la confiance des investisseurs est presque nulle"*.

Depuis la faillite de FTX, plusieurs plateformes, comme Binance, Crypto.com ou Kraken ont rendu publics leurs différents comptes, comme pour rassurer. Alors que le secteur est d'habitude libéral et dérégulé, c'est désormais la dynamique inverse : les échanges veulent travailler main dans la main avec les institutions publiques et les régulateurs. Bastien, client de longue date de CoinHouse, n'est pas dupe : *"c'est surtout de la communication positive. Le secteur traverse une crise, où à la fois les cours et la confiance des gens sont en baisse. Si tu veux redynamiser l'engouement autour de la crypto, je pense que toutes les boîtes vous diront qu'elles veulent plus de lois. Aujourd'hui, même un Changpeng Zhao (PDG de Binance, premier échange au monde) vous dira ça. C'est super logique"*.

Et si on parle de régulation à un *cryptomaniac* de la première heure ? *"On commence à réguler, donc par extension centraliser les flux cryptos, la crypto-monnaie perd tout son sens. Tu mets de côté toute l'intention de la blockchain qui veut que les personnes puissent échanger et stocker dans leur coin, sans se méfier d'un tiers, ou d'un cours qui fluctue parce qu'il y a trop de demandes. C'est ce qui faisait que c'était exclusif"*.

À terme, les plateformes d'échange de crypto-monnaies qui ne se mettront pas aux normes à venir (le fameux projet de loi MiCa) ne pourront plus opérer en France. L'avenir des crypto-monnaies est-il donc assuré ? Louis Tellier, optimiste, voit encore plus loin : *"Si les médias arrivent à aborder et vulgariser le sujet, je pense que cette alternative peut devenir durable. Entre 2017 (l'année où le cours du BitCoin s'est envolé) et 2022, des progrès incroyables ont été faits. Il faut que les gens comprennent qu'il y a la crypto-monnaie, qui est*

un instrument financier alternatif, mais qu'elle fonctionne et évolue grâce à la blockchain. C'est un progrès technologique énorme, dont on ne s'est pas encore représenté le potentiel".

ENCADRÉS

Le lexique de la cryptomonnaie

Blockchain : registre de données utilisé comme livre de compte pour les crypto-monnaies. Elle est différente d'une base de données traditionnelle par le fait qu'elle est répliquée et enregistre des transactions qui peuvent être multiples.

Altcoin (Alternative Coin) : un altcoin désigne toute crypto-monnaie autre que le Bitcoin. Il en existe aujourd'hui environ 8 000.

All-in : mettre tout son capital en jeu sur une même crypto-monnaie au même moment. soit l'équivalent de faire un tapis au poker...

Bear market : marché qui montre une tendance à la baisse. Le mot bear fait référence à l'attaque d'un ours, qui frappe d'un coup de patte de haut en bas.

Bull market : marché qui montre une tendance à la hausse. Le mot bull fait référence à l'attaque d'un taureau qui charge et frappe ses cornes de bas en haut.

Minage : processus qui consiste à résoudre des problèmes mathématiques complexes.

Scam : traduction du mot arnaque. Et c'est malheureusement l'une des choses les plus fréquentes dans cet écosystème...

Wallet : un logiciel qui permet d'envoyer et de recevoir les crypto-monnaies, s'apparentant à un portefeuille virtuel.

Stable coin : c'est une crypto-monnaie dont le prix est basé sur une monnaie réelle. Elle tente d'apporter une certaine stabilité à ce marché volatil.

Entre crypto monnaie et criminalité, il n'y a qu'un pas

Outre l'aspect financier, les crypto-monnaies permettent de rester anonyme et d'effectuer des transactions en dehors du système bancaire. Très utilisées sur le darknet, ces monnaies virtuelles se sont peu à peu répandues dans le monde entier, atteignant très vite des groupes criminels de tout bord. Des réseaux djihadistes ou des cartels de drogue au Mexique et dans d'autres pays d'Amérique du Sud trouvent un intérêt croissant pour ce mode de financement. Avec ce manque de régulation, beaucoup en profitent pour faire fructifier leur business "à couvert", en utilisant les nouvelles technologies et les monnaies virtuelles comme échanges de bons procédés. De plus, il existe aussi des crypto-pirates, qui dérobent de l'argent numérique sur différentes plateformes, causés une fois de plus par un manque de régulation et un flou juridique encore trop présent. En 2022, les pirates informatiques auraient volé plus de 3 milliards de dollars en crypto-monnaies. Pire encore, la

tendance s'accélère puisque près de 718 millions de dollars ont été subtilisés seulement sur le mois d'octobre, dans une série sans précédent de 11 piratages.

Quand les influenceurs s'emparent du marché de la crypto-monnaie

Aujourd'hui, les publicités mettant en avant les avantages de la crypto-monnaie affluent. Que ce soit durant la Coupe du monde sur des affiches publicitaires numériques, ou sur les réseaux sociaux, on en voit partout et tout le temps. Faire gagner de l'argent pour en gagner en échange ? C'est le principe même de la promotion que font les influenceurs. Beaucoup se disent spécialistes dans le domaine des monnaies virtuelles et proposent à leurs abonnés d'investir. Sauf que, eux mêmes ne maîtrisent pas suffisamment le sujet et leur cible, parfois très jeune, encore moins. Du shampoing au bitcoin, il n'y a qu'un pas. En effet, Nabilla, l'influenceuse et star de la télé aux millions d'abonnés sur les réseaux sociaux faisait il y a quelque temps la promotion de la plateforme TraderLeBitcoin. Parmi les propos tenus, elle disait que le Bitcoin était "comme un investissement, puisque *"c'est de l'argent que vous pouvez récupérer"*, une affirmation bien entendue fausse. L'AMF (autorité des marchés financiers) s'était inquiétée d'une telle publicité, rappelant les risques que comportent les cryptomonnaies. Après Nabilla, place à Kim Kardashian. L'influenceuse aux 339 millions d'abonnés sur Instagram a publié en octobre dernier un post mettant en avant un produit d'Ethereum. Elle aurait touché 250 000 dollars pour la publication de ce post. Le seul hic ? Elle avait "oublié de préciser" que ce post était rémunéré et a fini par convenir d'un accord avec la justice, versant une amende de plus d'un million d'euros, promettant dorénavant d'inquiéter sur les dangers et les dérives du secteur. Visiblement, cela coûte cher de parler de crypto-actifs...